



**COMPTE RENDU EN BREF DE LA SEANCE
DU CONSEIL MUNICIPAL DU
LUNDI 27 JUIN 2022 à 20h30**



1/ APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 9 FÉVRIER 2022

Le procès-verbal de la séance du 9 février est approuvé à l'unanimité des membres présents à ladite séance.

2/ APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2021 DU TRÉSORIER

Monsieur le Maire rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif. Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2021 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, de mandats, les comptes de gestion dressés par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer,

Après s'être assuré que Monsieur le trésorier a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant aux bilans de l'exercice 2020, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à la majorité de 26 voix (3 abstentions : Jean-Claude Péron, Nathalie Mondy, Amara Boudib) :

- D'APPROUVER le compte de gestion du trésorier principal pour l'exercice 2021 du budget principal ;
- DE DIRE que ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

3/ APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2021 ET REPRISE DES RESULTATS

Monsieur le Maire explique à l'assemblée délibérante que selon le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) « le conseil municipal arrête le compte administratif qui lui est annuellement présenté par le Maire ».

Le compte administratif constitue le dernier acte du cycle budgétaire, après le débat sur les orientations budgétaires et le vote du budget primitif. Ce document, qui suit une forme et une maquette officielle à laquelle il n'est pas possible de déroger, dresse le bilan de l'ensemble des dépenses et des recettes effectuées par la collectivité dans chacune des sections sur le dernier exercice budgétaire. Monsieur Le Maire, donne acte de sa présentation et constate les identités de valeur avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes. Il arrête les résultats définitifs. Le Conseil Municipal examine le compte administratif du budget principal de l'année 2021 dressé par Monsieur Le Maire, donne acte de sa présentation et constate les identités de valeur avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes. Il arrête les résultats définitifs.

Sous la présidence de Christian Guillemot (Monsieur le Maire quitte la salle pendant le vote), le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- D'APPROUVER le compte administratif 2021 du budget principal.

Le tableau des résultats de l'exercice 2021 est le suivant :

Résultat global de la section de fonctionnement 2021	1 719 066.21 €
Solde d'exécution de la section d'investissement 2021	- 81 124.33 €
Solde des restes à réaliser en section d'investissement 2021	523 858.80 €
Couverture du besoin de financement 2022 (compte 1068)	604 983.13 €
Solde du résultat de fonctionnement – report compte R 002	1 114 083.08 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- DECIDE la reprise des résultats de l'exercice 2021 sur l'exercice 2022 telle qu'indiquée ci-dessus.

4/ VOTE DU TAUX DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT 2023

Monsieur le Maire explique à l'assemblée délibérante que la taxe d'aménagement s'est substituée à la taxe locale d'équipement, au 1er mars 2012. Il est rappelé que le taux actuel de cette taxe a été fixé par le Conseil Municipal à 5%.

Pour mémoire, la taxe d'aménagement est due par tous les bénéficiaires d'un permis de construire ou d'aménager.

Elle est calculée en fonction de la surface de plancher autorisée par le permis de construire, de la valeur forfaitaire du m² révisée tous les ans par arrêté du ministère du logement (en 2022, 820 €/m²) et des taux communaux, départementaux et régionaux selon la formule suivante :

TA = surface taxable x valeur forfaitaire x (taux communal + taux départemental + taux régional).

Cette taxe permet de faire contribuer les propriétaires, promoteurs ou constructeurs à l'effort d'équipement de la ville.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à la majorité de 26 voix (3 abstentions : Jean-Claude Péron, Nathalie Mondy, Amara Boudib) :

- DE RECONDUIRE la taxe d'aménagement unique sur l'ensemble du territoire communal à compter du 1er janvier 2023, en maintenant un taux de 5 %.

5/ VOTE DU TAUX DE LA TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITÉ EXTERIEURE 2023

Monsieur le Maire explique à l'assemblée délibérante La TLPE a été instituée par l'article 171 de la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie. Elle frappe les supports publicitaires fixes suivants, visibles de toute voie ouverte à la circulation publique à l'exception de ceux situés à l'intérieur d'un local :

- Les dispositifs publicitaires : tout support susceptible de contenir une publicité ainsi que toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention, sur le domaine privé et public, quelle que soit la zone géographique de la commune dans laquelle se trouve le dispositif ;
- Les enseignes : toutes les inscriptions, formes ou images (lettrage, drapeau, logo, affiche, totem, bandeau, panneau ...) qu'elles soient apposées sur un établissement, sur sa toiture, sur des lambrequins de stores, scellées au sol ou implantées directement sur le sol, en vitrophanies ... ;
- Les pré-enseignes : toutes les inscriptions, formes ou images indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.

La TLPE est assise sur la surface exploitée hors encadrement des supports et doit être acquittée par l'exploitant du support, ou, à défaut, par le propriétaire ou, à défaut, par celui dans l'intérêt duquel le support a été réalisé.

La TLPE est payable, sur la base d'un titre de recette établi au vu de la déclaration de l'exploitant du support publicitaire, à la collectivité. La déclaration annuelle doit être effectuée avant le 1er mars de l'année d'imposition pour les supports existant au 1er janvier. L'installation ou la suppression d'un support publicitaire après le 1er janvier fait l'objet d'une déclaration dans les deux mois.

A défaut de transmission de déclaration par l'exploitant, la collectivité peut procéder à une taxation d'office.

Lorsque ces déclarations ont pour effet de réduire le montant de la taxe réellement due, la collectivité peut établir une imposition complémentaire à l'issue d'une procédure de rehaussement contradictoire

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à la majorité de 26 voix (3 abstentions : Jean-Claude Péron, Nathalie Mondy, Amara Boudib) :

- DE MAINTENIR les tarifs 2022 ;
- DE FIXER par conséquent les tarifs 2023 de la TLPE comme suit :

Enseignes			Dispositifs publicitaires et pré-enseignes (supports non numériques)		Dispositifs publicitaires et pré-enseignes (supports numériques)	
Superficie < ou = à 12 m ²	Superficie > à 12 m ² et < ou = à 50 m ²	Superficie > à 50 m ²	Superficie < ou = à 50 m ²	Superficie > à 50 m ²	Superficie < ou = à 50m ²	Superficie > à 50 m ²
16,20 €	32,40 €	64,80 €	16,20 €	32,40 €	48,60 €	97,20 €

- D'EXONERER les enseignes dont la somme des superficies cumulées pour un même établissement est inférieure ou égale à 12 m².

6/ EXTINCTION DE CRÉANCE MONSIEUR X

Monsieur le Maire informe l'assemblée d'une demande de Monsieur le Trésorier Principal, sollicitant l'effacement de la dette de Monsieur X domicilié à VERDESE (CORSE) concernant le mois de novembre 2013.

Après passage en commission de surendettement de la Haute-Corse, Monsieur X a fait l'objet de l'effacement de sa dette à comptabiliser en créances éteintes pour un montant de 88,84 € TTC pour le budget principal de la Commune de Montluel.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- **DE CONFIRMER la décision de la commission de surendettement de la Haute-Corse ;**
- **D'AUTORISER le Maire à passer les écritures comptables correspondantes, à l'article 6542 du budget communal 2022 pour un montant de 88,84 €.**

7/ EXTINCTION DE CRÉANCE MADAME Y

Monsieur le Maire informe l'assemblée d'une demande de Monsieur le Trésorier Principal, sollicitant l'effacement de la dette de Madame Y domiciliée à MONTLUEL 01120.

Après passage en commission de surendettement de l'Ain, Madame Y a fait l'objet de l'effacement de sa dette à comptabiliser en créances éteintes pour un montant de 2 764,75 € TTC pour le budget principal de la Commune de Montluel.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- **DE CONFIRMER la décision de la commission de surendettement de l'Ain ;**
- **D'AUTORISER le Maire à passer les écritures comptables correspondantes, à l'article 6542 du budget communal 2022 pour un montant de 2 764,75 €.**

8/ BILAN DES CESSIONS ET ACQUISITIONS POUR L'ANNÉE 2021

Monsieur le Maire explique à l'assemblée délibérante, qu'en vertu des articles L. 2411-1 à L. 2411-19 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune.

Le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2 000 habitants par celle-ci, ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette commune, donne lieu chaque année à une délibération du Conseil municipal. Ce bilan est annexé au compte administratif de la commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- **D'APPROUVER le bilan des acquisitions et cessions 2021 ci-dessous :**

Type	N° délibération	Désignation du bien	Prix
Cession	2021-02-24-001	133 grande Rue à Montluel	1 760,00 €
Acquisition		Néant	

9/ DÉCISION MODIFICATIVE N°1

Il est expliqué à l'assemblée qu'il convient d'effectuer des modifications suivantes sur le plan budgétaire, répondant à la nécessité d'annuler un titre émis sur l'exercice 2020 :

Chapitre	Article	Libellé	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
011	6042	Achats de prestations de services	- 15 000 €	
	6135	Locations mobilières	- 15 000 €	
	615231	Voirie	- 5 000 €	
	6247	Frais de Transport	- 5 000 €	
	6281	Concours divers	- 10 000 €	
		Total chapitre 011	- 50 000 €	
67	673	Titres annulés		50 000 €
		Total chapitre 67		+ 50 000 €
		TOTAL	- 50 000 €	+ 50 000 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- D'APPROUVER la décision modificative n°1 telle que présentée ci-dessus.

10/ TARIFICATION DES STAGES D'ÉTÉ POUR L'ANNÉE 2022

Dans le cadre des activités de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH), il est organisé chaque été des stages en direction des enfants âgés de 7 à 12 ans.

Pour l'année 2022, seront organisés :

- Un stage multi-activités du 11 au 15 juillet ;
- Un stage Poney du 18 au 22 juillet ;
- Un stage sport du 22 au 26 août.

Les tarifs, tenant compte des charges inhérentes à chacune des activités, du matériel pédagogique, des frais alimentaires, pharmaceutiques, des transports et du coût du personnel, sont appliqués aux familles en fonction de leur quotient familial.

Stage Multi-activités :

	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5
	0 à 385	386 à 630	631 à 735	736 à 940	> 940
1 enfant	77,50 €	116,80 €	142,50 €	161,00 €	181,00 €

Stage Poney :

	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5
	0 à 385	386 à 630	631 à 735	736 à 940	> 940
1 enfant	53,52 €	98,50 €	127,00 €	149,00 €	170,50 €

Stage sport :

	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5
	0 à 385	386 à 630	631 à 735	736 à 940	> 940
1 enfant	53,00 €	98,00 €	127,00 €	149,00 €	170,00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à la majorité de 26 voix (3 abstentions : Jean-Claude Péron, Nathalie Mondy, Amara Boudib) :

- D'APPROUVER la mise en œuvre des stages et leur tarification comme précisées ci-dessus.

11/ ACQUISITION DE TERRAINS PASSAGE DE L'ESCOT EN VUE DE LA CREATION DE PARCS MUNICIPAUX

Monsieur le Maire expose que Monsieur Olivier PISENTI et Madame Véronique PISENTI sont propriétaires d'une parcelle de terrain en indivision, cadastrée section AB n°191, d'une contenance de 3 257m², sise 61 « passage de l'Escot » à Montluel.

La Commune a l'opportunité d'acquérir une partie de cette parcelle en cœur de ville, en vue de l'aménager en parcs municipaux.

La parcelle se décompose donc en trois parties, une première partie au Nord-Est (approximativement 323,49 m²), une deuxième partie au Sud-Ouest (approximativement 912,84 m²) et une troisième partie reliant les deux précédentes (approximativement 64,78 m²).

Il a été convenu avec le propriétaire un coût d'acquisition de 2 euros TTC du mètre carré.

Ainsi concernant :

- La partie Nord-Est, l'acquisition est proposée à 646,98 euros ;
- La partie Sud-Ouest, l'acquisition est proposée à 1 825,68 euros ;
- La partie centrale, l'acquisition est proposée à 129,56 euros.

Il est entendu que le bornage sera effectué aux frais du vendeur.

Considérant l'intérêt public que revêt l'acquisition de ces terrains.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à la majorité de 26 voix (3 abstentions : Jean-Claude Péron, Nathalie Mondy, Amara Boudib) :

- D'AUTORISER l'acquisition de ces trois terrains, contenus dans la parcelle cadastrée 191 en zone AB pour une superficie de 1301,11 m² situé au 61, passage de l'Escot, à Montluel pour un montant total de 2 602,22 euros ;
- DE CONFIER l'acte notarié à l'Office Notarial du propriétaire (notaire unique) ;
- D'INSCRIRE les crédits nécessaires au budget de la Commune ;
- DE PRENDRE en charge les frais et droits quelconques liés à cette acquisition ;
- DE DONNER pouvoir au Maire (ou par délégation au premier Adjoint, ou au deuxième adjoint ou au 4^{ème} adjoint) pour signer tous les actes à intervenir pour le règlement de ce dossier.

12/ FIXATION DU NOMBRE DE REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL AU COMITE SOCIAL TERRITORIAL (CST), MAINTIEN DU PARITARISME ET DÉCISION DU RECUEIL DE L'AVIS DES REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ

Monsieur le Maire expose que les élections professionnelles en vue du renouvellement des représentants du personnel aux instances paritaires auront lieu en décembre prochain.

Dans ce cadre, conformément à l'article L. 251-5 du Code général de la fonction publique, les collectivités territoriales et établissements publics employant au moins cinquante agents doivent être dotés d'un comité social territorial.

Monsieur le Maire indique que compte tenu des effectifs comptabilisés dans le respect des conditions prévues par les articles 4 et 31 du décret n° 2021-571 du 10 mai 2021, il conviendra ainsi de mettre en place un comité social territorial en décembre prochain.

Il rappelle qu'en application de l'article 30 du décret n° 2021-571 du 10 mai 2021, l'organe délibérant de la collectivité doit fixer le nombre de représentants du personnel après consultation des partenaires sociaux.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à la majorité de 26 voix (3 abstentions : Jean-Claude Péron, Nathalie Mondy, Amara Boudib) :

- DE FIXER le nombre de représentants titulaires du personnel à trois (et en nombre égal le nombre de représentants suppléants) ;
- D'APPLIQUER ainsi le paritarisme numérique entre le collège des représentants du personnel et celui des représentants de la collectivité ;
- DE PERMETTRE le recueil par le CST, de l'avis des représentants de la collectivité. L'avis du CST résultera ainsi de l'avis du collège des représentants du personnel et de l'avis du collège des représentants de la collectivité.

13/ SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ET SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION « MONTLUEL SOLIDAIRE »

Monsieur le Maire rappelle que les subventions allouées aux associations pour l'année 2022 ont fait l'objet d'une délibération le 9 février 2022, au moment du vote du budget primitif. Il explique que la Commune a été sollicitée le 7 mai 2022 donc postérieurement à la date du dernier conseil par l'association « Montluel Solidaire » pour le versement de subventions.

Considérant l'intérêt communal du projet porté par cette association, il est proposé une modification est à la liste des subventions du 9 février 2022, à savoir l'attribution à l'association « Montluel Solidaire » :

- D'une subvention exceptionnelle de 2 500 € ;
- D'une subvention de fonctionnement de 500 € à cette même association.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- **D'ADOPTER les modifications suivantes à la liste des subventions pour l'année 2022 :**

Secteur	Nom association	Montant inscrit au BP 2022	A adopter par délibération
Solidarité	Montluel Solidaire (Subvention exceptionnelle)	0,00	2500,00
Solidarité	Montluel Solidaire (Subvention de fonctionnement)	0,00	500,00
Somme à valoir	Provision subventions 2022	59 263,67	56 263,67

- **D'ACCORDER à l'association « Montluel Solidaire » une subvention exceptionnelle d'un montant de 2 500,00 € pour l'année 2022 ;**
- **D'ACCORDER à l'association « Montluel Solidaire » une subvention de fonctionnement d'un montant de 500,00 € pour l'année 2022 ;**
- **D'AUTORISER le Maire à mandater ces subventions.**

14/ SUBVENTION D'EQUIPEMENT À L'EHPAD DES TILLEULS

Monsieur le Maire expose que l'EHPAD des Tilleuls a entrepris la création d'un salon de thé intergénérationnel accolé à l'établissement.

L'objectif est d'ouvrir l'EHPAD des Tilleuls sur l'extérieur avec cette annexe en bordure de la promenade du même nom. Ce nouveau lieu convivial sera ouvert à toute la population, comme dans un salon de thé traditionnel. Les personnes de tous âges pourront se retrouver, aux horaires d'ouvertures de l'EHPAD.

En contrepartie de la subvention, il est demandé à l'EHPAD des tilleuls de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à l'aboutissement du projet et de faire apparaître le soutien de la Commune de Montluel sur les supports de communication édités pour promouvoir l'opération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- D'ACCORDER à l'EHPAD des tilleuls une subvention d'aide à l'investissement exceptionnelle pour l'année 2022, comme suit :

	Nom	Montant inscrit au BP 2022	A adopter par délibération
Investissement	EHPAD des Tilleuls (Subvention d'équipement)	0,00	1 000,00
Somme à valoir	Provision subventions d'équipements	7 000,00	6 000,00

- D'ACCORDER à l'EHPAD des Tilleuls une subvention d'aide à l'investissement d'un montant de 1 000 € pour l'année 2022, à titre exceptionnel ;
- D'AUTORISER le Maire à mandater cette subvention.

Il est précisé qu'en leur qualité de membre du conseil d'administration de l'EHPAD des tilleuls, Romain Daubié, Anne Fabiano et Laurence Raverot ne prennent pas part au vote.

COMMUNICATION DU MAIRE

Objet du marché	Date de notification du marché	Nom de l'entreprise attributaire	Montant du marché HT
Fourniture et entretien du matériel d'impression	18.03.2022	SHARP	20 000 € /an sur 3 ans

QUESTIONS DIVERSES

Séance levée à 21h30

Fait à Montluel, le 30 juin 2022

Le Maire

Romain DAUBIÉ

A circular official stamp of the Commune de Montluel is visible. The stamp contains the text "COMMUNE DE MONTLUEL" and "31 JUILLET 1793" around a central emblem. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in blue ink, which appears to read "R. Daubié". A long, thin, diagonal line is drawn across the signature and the stamp.

Affiché le : 30 juin 2022

Publié site internet le : 30 juin 2022